



Les interventions extérieures dans les pays en crise



Auteur : Michel Foucher

L'histoire des interventions récentes depuis le 11 septembre 2001 conduites par certains Etats dans des pays tiers démontre que le jeu des impératifs a été singulier dans chaque cas. Dans cette étude, Michel Foucher, géographe et membre du comité scientifique de la Fondation Robert Schuman, analyse et compare les différentes interventions extérieures pour résoudre les crises géopolitiques (Irak, Libye, Syrie, Afghanistan, Mali...). Il constate une variété des configurations des interventions extérieures selon les crises, mais aussi plusieurs caractéristiques communes (elles se situent notamment toutes entre trois et six heures de vol de Bruxelles).

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : France/Europe - Elections/UE - Quiz **Crise financière** : BCE - OCDE - Portugal - Roumanie - Royaume-Uni - Ukraine **Diplomatie** : Conseil **Parlement** : Paiements - Union bancaire - Simplification - Droits/auteur - Passagers aériens - Etiquetage - Climat - Travail **Allemagne** : Turquie - Défense - Commerce - Franco-allemand - UE/Justice **Chypre** : Réunification? **Danemark** : Remaniement **Espagne** : Canal/Panama **France** : Elections/UE - Norvège **Italie** : Politique/UE **Lituanie** : Présidentielle - Allemagne **Royaume-Uni** : Ecosse **Suisse** : Immigration **Ukraine** : Vote/Parlement-UE - Pologne - Tensions - Lituanie **Eurostat** : Déficit public **Eurobaromètre** : Corruption **Etudes/Rapports** : Anticorruption - Cybercriminalité - Défense - Climat - Justice **Culture** : Cinéma - Mendelssohn - Expo/Amsterdam - Expo/Zurich - Expo/Vienne - Expo/Londres

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Le rôle et la place de la France en Europe



Le 11 février 2014, le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani interviendra aux "mardis de l'Essec" aux côtés de Jean Pisani-Ferry, économiste, commissaire général à la stratégie et à la prospective, Serge Guillon, secrétaire général aux affaires européennes, et Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe. La discussion portera sur le rôle et la place de la France en Europe à quelques mois des élections européennes... [Lire la suite](#)

Lancement de la campagne de Je Veux l'Europe

Le 13 février 2014, 100 jours avant les élections européennes, l'association "Je Veux l'Europe" lance au Bureau d'Information du Parlement européen à Paris sa campagne non institutionnelle



d'information et de témoignage sur l'Europe. De la France à l'Ukraine, le paysage associatif citoyen s'engage pour l'Europe et ses valeurs. Ce lancement rassemblera des personnalités (artistes, sportifs, intellectuels) de tout horizon qui livreront leurs témoignages sur l'Europe... [Lire la suite](#)

Testez vos connaissances sur les questions européennes!



A quelques mois des élections européennes, la Fondation Robert Schuman a mis en ligne sur son site dédié aux élections européennes un quiz. Jouez et testez vos connaissances sur les questions européennes. Invitez vos amis sur Facebook, Twitter et partagez votre score!.. [Lire la suite](#)

Crise financière :

Il n'y a pas de déflation dans la zone euro



La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 6 février 2014 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,25%, 0,75% et 0%. La BCE compte sur une croissance plus importante en 2014 et sur la baisse de l'inflation. Elle mise sur la poursuite de la reprise pour contrecarrer la faiblesse inquiétante de l'inflation. Pour son président Mario Draghi, il n'y a pas de raison de craindre actuellement un épisode de déflation, synonyme de baisse des prix, des salaires et de frein à la croissance. "Il n'y a pas de déflation en zone euro", a-t-il fermement déclaré lors de sa conférence de presse mensuelle de politique monétaire pour justifier le maintien de son principal taux d'intérêt directeur à 0,25%, son plus bas taux historique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'inflation annuelle à 1,6% en décembre 2013



L'OCDE a annoncé le 4 février 2014 que l'inflation annuelle, depuis décembre 2012, avait légèrement augmenté à 1,6% en décembre 2013 au sein des pays de l'OCDE. Cette augmentation est liée à celle des prix de l'énergie, d'après le rapport de l'OCDE. Pour la zone euro, l'inflation annuelle a augmenté passant de 0,9% en décembre au lieu de 0,8% en novembre. Le principal pays de l'Union européenne dont l'inflation a augmenté est l'Allemagne (1,4% au lieu de 1,3%). L'inflation a été stable en France et en Italie (0,7%) tandis qu'elle a légèrement ralenti au Royaume-Uni (2% au lieu de 2,1%)... [Lire la suite](#)

Nouvelles mesures de rigueur budgétaire au Portugal



Le Parlement portugais a adopté le 7 février 2014 un budget rectificatif pour 2014 prévoyant des coupes dans les retraites à partir de 1 000 euros par mois et une hausse des cotisations d'assurance maladie des fonctionnaires. Ces mesures visent à compenser le manque à gagner généré par le rejet en décembre par la Cour constitutionnelle de réductions de près de 10% des pensions des fonctionnaires supérieures à 600 euros par mois... [Lire la suite](#)

Conclusions du FMI et de la Commission européenne après leur visite en Roumanie



Du 21 janvier au 4 février, une délégation d'experts du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Commission européenne était à Bucarest pour évaluer la situation économique du pays. Elle s'est assurée que Bucarest avait respecté ses objectifs en matière de déficit. Elle note que la plupart des critères de performances ont été atteints fin décembre et que les réformes structurelles avaient été ou étaient sur le point d'être accomplies. Enfin, elle remarque que les efforts pour réduire le nombre d'entreprises publiques avaient été interrompus, mais que quelques actions avaient été lancées pour remettre en marche ce processus. La politique monétaire a été jugée accommodante et devrait permettre au pays de relancer le marché du prêt... [Lire la suite](#)

La Banque d'Angleterre maintient son taux à 0,5%



Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a voté le 6 février 2014 en faveur du maintien du taux de la Banque à 0,5%. Le taux est resté inchangé depuis le 5 mars 2009, lorsqu'il avait été diminué de 0,5 point... [Lire la suite](#)

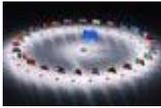
Ukraine: la banque centrale abaisse le taux de change officiel



Le 7 février 2014, la Banque centrale d'Ukraine a nettement abaissé, pour la première fois en plus d'un an et demi, le taux de change officiel face au dollar de la monnaie locale. Selon les données disponibles sur le site internet de l'institution, le taux officiel était fixé à 8,70 dollars pour une hryvnia contre 7,99 depuis juillet 2012... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Définition des directives de négociation pour Cuba



Le 10 février 2014, les 28 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont adopté les directives de négociations dans le cadre d'un accord bilatéral de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba. La Haute représentante de l'Union européenne, Catherine Ashton a déclaré qu'"il ne s'[agissait] pas d'une rupture par rapport à la politique menée par le passé : nous tenons à soutenir les réformes et le processus de modernisation à Cuba, tout en continuant d'exprimer nos préoccupations concernant les droits de l'homme, comme nous l'avons toujours fait"... [Lire la suite](#)

Parlement :

SEPA : les députés adoptent une période transitoire supplémentaire



Le 4 février 2014, les députés européens ont adopté une période de transition supplémentaire afin de permettre aux entreprises et aux banques d'avoir jusqu'au 1er août 2014 pour s'adapter aux règles sur les virements et les prélèvements (SEPA). Ces mesures visent à éviter des problèmes de paiement en cas de retard dans la mise en œuvre de nouvelles dispositions européennes... [Lire la suite](#)

Mécanisme de résolution bancaire : les députés soutiennent leurs représentants



Le 6 février 2014, par 441 voix, contre 141 et 173 abstentions, les députés européens ont soutenu les négociateurs du Parlement sur le mécanisme de résolution bancaire qui devrait aider les banques en difficulté. Les négociations entre les représentants du Parlement et des Etats membres, dont les positions divergent, devraient se poursuivre afin de parvenir à un accord sur le mécanisme de résolution bancaire qui est la dernière étape vers la mise en place d'une Union bancaire. Le Parlement européen refuse que le fonds de résolution associé au mécanisme repose sur un traité intergouvernemental et que les gouvernements nationaux aient le dernier mot, préférant l'accorder à la Commission. De plus, les députés estiment trop longue la période de 10 ans pour mettre en place la mutualisation complète du fonds, qui à terme devrait être doté de 55 milliards d'euros... [Lire la suite](#)

Moins de formalités administratives pour les citoyens s'établissant dans l'UE



Le 4 février 2014, les députés européens ont adopté par 573 voix, contre 62 et 44 abstentions, un nouveau projet législatif afin que les citoyens et entreprises s'établissant dans un autre pays de l'Union européenne soient confrontés à moins de formalités administratives. Ces mesures ont pour objectif de simplifier les procédures garantissant l'authenticité de certains documents officiels comme les certificats de naissance ou de mariage. Le texte doit encore être approuvé par les Etats membres... [Lire la suite](#)

Soutien aux droits d'auteur



Le 4 février 2014, les députés européens ont adopté par 640 voix, contre 18 et 22 abstentions, de nouvelles dispositions concernant les droits d'auteur afin de faciliter l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres musicales en ligne dans l'Union. Ces mesures devraient assurer une meilleure protection ainsi qu'un paiement plus rapide des droits d'auteur. Enfin, la législation stimulerait également la création de services de musique en ligne pour les consommateurs... [Lire la suite](#)

Renforcer les droits des passagers aériens



Les députés européens ont adopté, le 5 février 2014, par 580 voix, contre 41 et 48 abstentions, de nouvelles mesures afin de renforcer les droits des passagers aériens. Les citoyens, dont le vol a été retardé, devraient obtenir plus facilement une indemnisation et être mieux informés. Les nouvelles dispositions imposent que les transporteurs aériens mettent en place, dans les aéroports, des points de contact afin d'informer les passagers de leurs droits, des procédures de plainte, de la prise en charge, du remboursement ou du réacheminement des vols... [Lire la suite](#)

Des règles d'étiquetage plus strictes quant à l'origine de la viande



Dans une résolution non législative, les députés européens ont rejeté le 6 février 2014 une proposition de la Commission européenne autorisant l'étiquetage de la viande de porc comme étant "élevée" dans un État membre de l'Union après n'avoir passée que 4 mois sur place. Par ailleurs, les députés ont encouragé l'Union à s'inspirer des règles d'étiquetage de la viande bovine plus strictes pour la viande porcine, ovine, caprine ou de volaille qu'elle soit fraîche, réfrigérée ou congelée... [Lire la suite](#)

Lutter contre le changement climatique



Les députés européens ont adopté le 5 février 2014 par 341 voix, contre 263 et 26 abstentions, une résolution non législative appelant les États membres à réduire leurs émissions de CO2 de 40%, à atteindre 30% en part d'énergies renouvelables ainsi qu'à augmenter de 40% leur efficacité énergétique pour 2030. Le Parlement européen a estimé que ces objectifs devaient être contraignants... [Lire la suite](#)

De meilleures conditions de travail pour les saisonniers



Le 5 février 2014, les députés européens ont adopté par 498 voix, contre 56 et 68 abstentions, un projet législatif visant à améliorer les droits et les conditions de travail des saisonniers de pays tiers. Les mesures imposent, par exemple, que les travailleurs saisonniers bénéficient d'un logement adéquat et limitent les heures de travail. Ces dispositions visent à mettre un terme à l'exploitation ainsi qu'à empêcher qu'un travail temporaire ne devienne permanent. La Commission européenne a indiqué que l'Union accueillait plus de 100 000 travailleurs chaque année... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Conférence de presse conjointe du Premier ministre turc et de la chancelière allemande



Le 4 février 2014, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a rencontré la chancelière allemande Angela Merkel. Il a déclaré que les élections locales prévues pour le 30 mars 2014 seront un test pour son gouvernement et a dressé un bilan économique positif de son gouvernement. En ce qui concerne les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le Premier ministre turc a demandé un support majeur de la part de l'Allemagne sur la voie d'adhésion. Pour sa part, la chancelière allemande a soutenu l'indépendance judiciaire de la Turquie. En revanche, elle ne s'est pas prononcée sur un calendrier précis pour l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

La ministre de la Défense allemande en visite au Mali



La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, s'est rendue au Mali le 6 février 2014, un jour après la décision du gouvernement allemand d'augmenter le nombre de ses soldats au Mali (de 180 à 250). Le parlement allemand doit encore voter pour l'augmentation du contingent. Ursula von der Leyen plaide pour un engagement renforcé de l'armée allemande à l'étranger: "Nous avons bien la capacité de prendre de nouveaux engagements." Le but de l'Allemagne est aussi de soutenir son partenaire, la France, qui intervient actuellement au Mali et en Centrafrique... [Lire la suite](#)

Excédent commercial record en Allemagne



L'excédent commercial de l'Allemagne a atteint un record historique en 2013 malgré une légère chute en décembre, a annoncé le 7 février 2014 l'Office fédéral des statistiques Destatis. L'an dernier, cet excédent a progressé à 198,9 milliards d'euros, contre 189,8 milliards en 2012 en données brutes, améliorant ainsi son précédent record de 2007 (195,3 milliards d'euros). Il s'agit donc de son plus haut niveau depuis la création de ces statistiques en 1950, a précisé l'institution... [Lire la suite](#)

Renforcer la compétitivité et créer plus d'emplois en Europe



Les patrons des deux principales organisations patronales en France et en Allemagne, Pierre Gattaz (Medef) et Ulrich Grillo (BDI), se sont rencontrés à Paris le 5 février 2014 pour lancer un appel commun à leurs gouvernements respectifs en faveur de la compétitivité des entreprises et de l'emploi en Europe. L'appel était lancé en vue du Conseil des ministres franco-allemand, prévu pour le 19 février, et avant le Conseil européen des 20 et 21 mars. Les deux organisations ont formulé des recommandations pour renforcer la compétitivité de l'Europe: baisse du coût du travail, politique énergétique commune, meilleur accès des entreprises au financement et réduction des coûts de la réglementation. Elles réclament aussi une relance de la recherche et de l'innovation en Europe, le parachèvement du marché intérieur et des progrès substantiels dans l'ouverture des marchés mondiaux aux produits européens... [Lire la suite](#)

Le tribunal constitutionnel allemand confie un arbitrage à la Cour de Justice européenne



Saisi en 2012 pour déterminer la compatibilité du droit européen avec la décision de la Banque centrale européenne (BCE) de racheter des obligations d'Etat de façon illimitée (OMT), le tribunal constitutionnel allemand de Karlsruhe, plus haute instance judiciaire du pays, a décidé de laisser la Cour de Justice européenne juger cette affaire. C'est une première, pour la Cour allemande, dont les dernières décisions avaient été scrutées par l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne tant elles allaient déterminer l'évolution de la crise en Europe. Elle estime que la BCE sort de ses compétences en voulant racheter les OMT dans la mesure où les traités stipulent que la BCE doit se limiter à soutenir la politique économique de l'UE, mais ils soulignent qu'en tant que tribunal fédéral allemand, ils n'ont pas la compétence pour émettre un jugement sur une action d'une institution européenne. C'est donc à la Cour de Justice européenne de déterminer la légalité de cette décision... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Chypre :

Nouvelle négociation en vue d'une réunification de l'île



Le président chypriote Nicos Anastasiades et le leader de la partie nord de l'île Dervis Eroglu vont se rencontrer le 11 février pour relancer les négociations en vue d'une réunification de Chypre, coupée en deux depuis 1974. Les deux dirigeants révéleront alors la feuille de route fixant le cadre des discussions, sur laquelle ils se sont finalement accordés après des mois d'âpres discussions... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Danemark :

Remaniement du gouvernement



La Première ministre danoise, Helle Thorning-Schmidt, a annoncé le 3 février 2014 un remaniement de son gouvernement, après le départ de 6 ministres issus du Parti populaire socialiste qui s'opposaient à la vente d'actions d'une entreprise publique Dong Energy à un groupe d'investisseurs soutenu par la banque américaine Goldman Sachs. Ces postes sont partagés entre les deux partis de la coalition, les sociaux-démocrates et la gauche radicale. Les changements notables sont l'arrivée de l'ancien ministre du Climat et de l'Énergie Martin Lidegaard aux Affaires étrangères, et celle de Morten Østergaard, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, aux Impôts... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Espagne :

Suspension des travaux d'élargissement du canal de Panama

Les travaux d'élargissement du canal de Panama, initiés en 2007, ont



été interrompus début février par la compagnie espagnole gérant les travaux, Sacyr. En cause, une dispute entre Sacyr et l'Autorité du Canal de Panama, qui administre le canal, en raison d'un surcoût d'1,6 milliard de dollars. Malgré des propositions des deux parties pour permettre aux travaux de reprendre, aucune n'a abouti et le directeur de l'autorité administrant le canal, Jorge Quijano, a affirmé que l'agence était prête à annuler le contrat si aucune solution n'était trouvée rapidement. L'élargissement du canal doit permettre à des bateaux de plus gros tonnage de l'emprunter... [Lire la suite](#)

France :

Nouvelle répartition des sièges au Parlement européen



Le 5 février 2014, le gouvernement français a décidé en conseil des ministres d'attribuer les deux sièges supplémentaires dont la France dispose depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009 (74 au lieu de 72) à la circonscription électorale d'Ile-de-France pour tenir compte de son évolution démographique. La répartition est proportionnelle à la population de chaque circonscription avec application de la règle du plus fort reste, établie en fonction des derniers recensements de population avant le scrutin. Par ailleurs, la loi n°2011-575 du 26 mai 2011 relative à l'élection des représentants au Parlement européen a étendu le périmètre de la circonscription Ile-de-France, en y incluant 1,6 million de Français établis hors de France. La circonscription Ile-de-France sera désormais représentée par 15 eurodéputés au lieu de 13... [Lire la suite](#)

Rencontre entre François Hollande et Erna Solberg



La Première ministre norvégienne a effectué un voyage en France le 3 février 2014, au cours duquel elle a notamment rencontré le président français François Hollande et le Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) Angel Gurría. Lors de sa rencontre avec François Hollande, la bonne relation de la France et de la Norvège a été mise en avant et le partenariat énergétique renouvelé. Erna Solberg et François Hollande ont également abordé les questions internationales et appelé à l'apaisement en Ukraine. A l'OCDE, Erna Solberg a discuté avec M. Gurría des moyens d'associer l'OCDE au programme de réformes que Mme. Solberg mène en Norvège, plus particulièrement dans les domaines de la compétitivité, du renforcement de la croissance et de la création d'emplois... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Italie :

Giorgio Napolitano plaide pour une Europe politique afin de sortir de la crise



Le 4 février 2014, le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, est intervenu lors de la session plénière du Parlement européen réuni à Strasbourg. Il a analysé la crise européenne depuis 2008 en soulignant son caractère structurel et sa gravité exceptionnelle. Face à la crise économique et sociale de l'Union, il est nécessaire, selon lui, de promouvoir de nouvelles politiques économiques visant à relancer la croissance et l'emploi. Il a rappelé que la construction européenne était un processus irréversible ; un parcours qu'il faut poursuivre avec un nouvel esprit afin de créer un espace politique et un véritable débat européen qui puisse mieux garantir la représentation démocratique des citoyens... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Lituanie :

La présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė se représente à l'élection présidentielle



La présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaitė, a annoncé le 3 février 2014 qu'elle allait poser sa candidature à l'élection présidentielle en mai. "Ma décision est de travailler pour vous et je vais me représenter à l'élection présidentielle de la Lituanie comme candidate indépendante", a déclaré Mme Grybauskaitė dans un discours retransmis en direct par la télévision publique. Sa décision est loin d'être une surprise. Mme Grybauskaitė est la favorite de la prochaine élection présidentielle, avec un taux de soutien qui se maintient à près de 40% depuis plusieurs mois... [Lire la suite](#)

Visite de Dalia Grybauskaitė en Allemagne

La présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė s'est rendue le 8 février 2014 à Erfurt, en Allemagne, pour s'entretenir avec la chancelière



allemande Angela Merkel. Ils ont discuté du renforcement des relations économiques et commerciales bilatérales entre l'Allemagne et la Lituanie, des questions de sécurité ainsi que des perspectives d'intégration de la Lituanie à la zone euro d'ici 2015. Le Partenariat Oriental a également été évoqué... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

David Cameron exhorte l'Écosse à rester dans le Royaume-Uni



Le Premier ministre britannique David Cameron a prononcé le 7 février 2014 à Londres un discours appelant les Écossais à voter en faveur du maintien de l'Écosse dans le Royaume-Uni lors du référendum qui doit avoir lieu sur le sujet le 18 septembre 2014. Il a insisté sur le "pouvoir de la collaboration", le poids économique du Royaume-Uni dans le monde et les valeurs partagées par l'Écosse et le reste du Royaume-Uni. Il a également encouragé le reste des britanniques à envoyer un message clair à l'Écosse, en faveur de son maintien... [Lire la suite](#)

Suisse :

Les Suisses votent "oui" à une limitation de l'immigration



La Suisse a organisé le 9 février 2014 un vote sur une proposition visant à établir des plafonds et contingents à l'égard des migrants intra-européens souhaitant s'établir en Suisse. La participation s'est élevée à 55,8%. La proposition est passée avec une très courte majorité de 0,3 point (environ 19 500 votants), avec 50,3% de "oui". Le gouvernement fédéral a annoncé le même jour commencer les travaux de mise en œuvre de la proposition... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Ukraine : les députés européens demandent des mesures ciblées



Le 6 février 2014, les députés européens ont dans une résolution non législative encouragée l'Union européenne et les Etats membres à augmenter les pressions diplomatiques sur l'Ukraine ainsi qu'à adopter des mesures ciblées comme le gel des avoirs pour les responsables de la mort de manifestants ou l'interdiction de déplacement. Ils ont appelé à la mise en place d'un soutien financier pour le pays et ont également demandé la libération immédiate et inconditionnelle ainsi que la réhabilitation politique de tous les manifestants et prisonniers politiques détenus illégalement, y compris de Ioulia Timochenko. Toutefois, au moment du vote, Catherine Ashton, Haute représentante de l'Union européenne, affirmait que l'Union "n'était actuellement pas dans une stratégie de sanctions". Parallèlement, les députés ont demandé à la Russie de respecter la souveraineté des citoyens ukrainiens concernant leur choix d'orientation politique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La Pologne cherche un compromis européen sur l'Ukraine



Le Premier ministre polonais Donald Tusk a continué sa tournée des capitales européennes engagée depuis le 29 janvier 2014 sur la résolution de la crise ukrainienne. Il s'est rendu le 3 février à Tallinn pour rencontrer ses homologues estonien, letton et lituanien, puis à Stockholm avec le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt et avec le Premier ministre finlandais Jyrki Katainen. Donald Tusk a enfin téléphoné le 6 février 2014 aux leaders de l'opposition ukrainienne pour discuter de leurs revendications vis-à-vis du gouvernement en termes de réformes de la Constitution et de la loi électorale... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Kiev: opposition et manifestants demandent une nouvelle Constitution



La situation ukrainienne reste toujours tendue. Le 9 février 2014, environ 70 000 manifestants, réunis place de l'Indépendance à Kiev, ont demandé un retour à la constitution de 2004, comme l'a déjà proposé l'opposition au parlement ukrainien. Le 8 février, le président ukrainien, V. Ianoukovitch, s'est rendu à Sotchi en Russie, pour l'ouverture des jeux olympiques. Il a rencontré son homologue russe V. Poutine avec lequel il a discuté de la situation en Ukraine. Moscou a décidé de bloquer l'aide économique promis à Kiev jusqu'à la nomination d'un nouveau Premier ministre. De

leur côté, l'Europe et les Etats-Unis travaillent sur un plan d'aide alternatif. Cependant, la crise ukrainienne a brouillé les Occidentaux, Angela Merkel jugeant "inacceptables" les propos d'une diplomate américaine, Barbara Nuland, sur le rôle de l'UE... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

L'opposant Dmytro Bulatov, triste emblème d'une répression sanglante en Ukraine



Le 4 février 2014, la Lituanie a accueilli Dmytro Bulatov, un des activistes de l'opposition ukrainienne et un des leaders du mouvement "AutoMaidan". Son état de santé est déplorable et reflète les signes de torture prolongée. Plus inquiétant encore, devant la presse le 6 février, D. Bulatov a déclaré que ses tortionnaires étaient russophones et qu'ils l'avaient forcé d'avouer qu'il était un espion américain. Aussi, le ministre lituanien des Affaires étrangères, Linas Linkevičius, a appelé l'Union européenne à prendre urgemment des dispositions concernant l'enlèvement, la torture et le traitement inhumain des manifestants pacifiques en Ukraine. Selon le ministre, l'Union européenne doit exiger que Kiev procède à une enquête profonde et indépendante de cet incident et des incidents similaires, et traduise en justice les coupables... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Déficit public : 3,1% dans la zone euro et 3,5% dans l'UE



Le déficit public s'est établi à 3,1% du PIB dans la zone euro au troisième trimestre 2013, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées le 3 février 2014 par l'office européen de statistiques, Eurostat. Selon ces chiffres publiés pour la première fois par Eurostat, le déficit public de la zone euro à 17 (sans la Lettonie qui l'a rejointe au 1er janvier 2014) était en baisse par rapport au deuxième trimestre, où il a atteint 3,3%... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Les Européens et la corruption



Eurobaromètre a publié le 3 février 2014 une enquête sur l'attitude des Européens par rapport à la corruption qui met en avant que pour 76% des personnes interrogées, la corruption est un phénomène répandu. Par ailleurs, 56% des citoyens européens pensent que la corruption a évolué dans leurs pays, dans les trois dernières années. Enfin, 8% des européens déclarent avoir été témoin ou avoir fait l'objet d'acte de corruption au cours de l'année précédente... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Publication du premier rapport anticorruption de l'UE



Le 3 février 2014, la Commission européenne a publié le premier rapport anticorruption de l'Union européenne qui souligne que la corruption touche tous les Etats membres et qu'elle leur coûte près de 120 milliards d'euros par an. Même si les Etats membres ont pris plusieurs mesures les années précédentes, les résultats sont inégaux et des efforts supplémentaires doivent être fournis afin de davantage prévenir et sanctionner la corruption. Le rapport met en avant la nature des actes de corruption, son niveau de développement ainsi que l'efficacité des mesures entreprises par les Etats membres... [Lire la suite](#)

Le centre européen de lutte contre la cybercriminalité a un an



Le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité a présenté le 10 février 2014 son rapport pour rendre compte de ce qu'il a entrepris pour contribuer à protéger les citoyens et entreprises de l'Europe depuis son lancement en janvier 2013... [Lire la suite](#)

L'Équilibre Militaire 2014



L'Institut International d'Études Stratégiques (IISS) a présenté le 5 février 2014 à Londres son rapport annuel "l'Équilibre Militaire 2014" ("The Military Balance 2014"). Le rapport détaille les capacités militaires et de défense de 171 pays, et comprend des essais sur les évolutions des conflits armés dans le monde. Des graphiques présentent également des statistiques comparatives sur la défense, son aspect

économique et la recherche en cours dans les domaines de l'infanterie, de la marine et de l'aviation... [Lire la suite](#)

L'année 2013 est la sixième plus chaude depuis 1850



L'année 2013 se place au sixième rang des années les plus chaudes observées depuis le milieu du XIXe siècle, ex aequo avec 2007. Le bilan climatique préliminaire de l'année écoulée, rendu public le 5 février 2014 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), précise que la température moyenne à la surface de la Terre a été de 0,5°C supérieure à la normale météorologique calculée sur la période 1961-1990. Les phénomènes El Niño et La Niña, connus respectivement pour réchauffer ou refroidir le climat, font partie des principales causes de la variabilité naturelle de ce dernier. Ils ont été notoirement absents en 2013, année plus chaude que 2011 ou 2012, où La Niña avait provoqué un refroidissement. L'année 2013 fait partie des quatre années les plus chaudes qui aient été caractérisées par des conditions ENSO neutres (c'est-à-dire sans Niño ni Niña)... [Lire la suite](#)

Rapport sur la détention



Selon un rapport de la Commission publié le 5 février 2014, les règles communes sur les questions relatives à la détention, adoptées à l'unanimité par les États membres, ne sont appliquées que dans environ la moitié des 28 États membres. Le rapport examine la mise en œuvre de trois décisions-cadres de l'Union couvrant le transfert de prisonniers, la probation et les peines de substitution, ainsi que la décision européenne de contrôle judiciaire. En vertu de ces trois dispositions, les peines d'emprisonnement, les décisions de probation ou les peines de substitution et les mesures de contrôle présentes peuvent être exécutées dans un pays de l'UE autre que celui où le prévenu est condamné ou dans l'attente d'un procès. Il peut s'agir du pays dont il a la nationalité, son pays de résidence habituelle ou un autre pays de l'UE avec lequel il a des liens étroits. La Commission invite les États membres à mettre en œuvre des règles communes pour les personnes condamnées ou qui attendent d'être jugées dans un autre pays de l'UE.. [Lire la suite](#)

Culture :

Contre le téléchargement, élargissons l'éventail des films proposés



Selon une récente étude de la Commission européenne sur le comportement des publics du cinéma, près de 70% des Européens téléchargent des films ou les regardent en streaming, gratuitement, que ce soit légalement ou illégalement. L'étude conclut que cela n'est pas surprenant dans la mesure où le public est souvent très intéressé par les films en général mais, la plupart du temps, ne dispose pas d'un cinéma à proximité et se voit proposer un choix de films assez limité. Selon cette étude, l'industrie cinématographique européenne pourrait augmenter ses recettes en exploitant différents types de plateformes en ligne rentables de façon à élargir l'éventail des films proposés et à toucher de nouveaux publics. De plus, le sous-programme MEDIA d'Europe créative financera 2 000 salles de cinéma et 800 films européens dans les sept prochaines années... [Lire la suite](#)

À Leipzig, la maison de Félix Mendelssohn-Bartholdy fait peau neuve



Après dix mois de travaux et 1,5 million d'euros d'investissements, la maison du compositeur romantique Félix Mendelssohn-Bartholdy (1809-1847) a réouvert ses portes, le 3 février 2014 à Leipzig. Il s'agit de la seule demeure de Félix Mendelssohn conservée. Le bâtiment rénové abrite au premier étage les appartements datant du XIXe siècle et, au rez-de-chaussée, un musée. À l'occasion de l'inauguration, le musée s'est, en outre, enrichi de nouveaux documents originaux, dont une aquarelle peinte de la main du compositeur... [Lire la suite](#)

Félix Vallotton : le feu sous la glace



Le musée Van Gogh d'Amsterdam propose du 14 février au 1er juin 2014 une exposition sur Félix Vallotton (1865-1925) intitulée "Le feu sous la glace". L'exposition affiche un mélange de peintures et de gravures. Près de soixante peintures issues de musées et collections privées offrent un aperçu de toutes les facettes de l'oeuvre de l'artiste... [Lire la suite](#)

De Matisse au cavalier bleu - l'expressionnisme en Allemagne et en France



La maison de l'art à Zurich (Kunsthaus Zürich) consacre une exposition à l'expressionnisme en Allemagne et en France, intitulée "De Matisse au cavalier bleu". L'exposition met en lumière la genèse de l'expressionnisme en montrant que ce mouvement est né dans un esprit cosmopolite et qu'il a été marqué par toute une série d'échanges fructueux au niveau international. Les 107 tableaux et gravures présentés proviennent de collections publiques et privées d'Europe et d'Amérique... [Lire la suite](#)

Exposition sur les relations artistiques qu'entretenaient Berlin et Vienne



La Belvedere à Vienne présente en coopération avec la Berlinische Galerie du 14 février au 15 juin 2014 l'exposition "Vienne-Berlin". Cette rétrospective est dédiée aux relations artistiques qu'entretenaient Vienne et Berlin de la fin du XIXe siècle aux années 1930. Ces quarante années ont été marquées par trois mouvements artistiques majeurs : les mouvements sécessionnistes des années 1900, l'expressionnisme et la Nouvelle Objectivité. L'exposition rassemble les oeuvres de Max Beckmann, Otto Dix, George Grosz, Ernst-Ludwig Kirchner, Gustav Klimt, Oskar Kokoschka, Max Liebermann, Egon Schiele... Au total, l'exposition présente 90 artistes et 200 oeuvres... [Lire la suite](#)

Exposition Richard Deacon au Tate Britain de Londres



Le musée Tate Britain à Londres présente jusqu'au 27 avril 2014 une exposition autour de l'oeuvre de Richard Deacon, sculpteur britannique et lauréat du Prix Turner. L'exposition a pour thème les matériaux et leur manipulation par l'artiste, entre langage et matérialité. Trois séminaires seront également organisés par le musée autour du travail de Richard Deacon entre février et mars 2014... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



10 février
Bruxelles
Conseil Affaires étrangères



11 février
Bruxelles
Conseil Affaires générales



17 février
Bruxelles
Conseil Agriculture et Pêche

Bruxelles
Réunion des ministres des Finances de la zone euro



18 février
Bruxelles
Conseil Affaires économiques et financières

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Claire Darmé, Raphaël Frison, Salomé Larcher, Jelena Isailovic, Victoria de Posson

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}